



Saïd Bouziri Itinéraire d'un militant dans l'immigration

Dans le récit qui suit, Saïd Bouziri, actuel président de l'association Génériques, militant fondateur du Mouvement des travailleurs arabes (MTA), revient sur les faits marquants de la période allant de 1970 à 1973, et la naissance du MTA. Sa contribution s'inscrit dans une volonté d'ouvrir le chantier de la mémoire et de l'histoire de ce mouvement. Trente ans après, un débat serein sur cette période peut être engagé. Ce chantier nécessite notamment que celles et ceux qui détiennent des archives sur cette période œuvrent à leur sauvegarde¹. Ces matériaux pour l'histoire doivent être mis à la disposition des chercheurs et des militants qui souhaitent être éclairés sur cette partie de leur vie. Ils constituent une base fondamentale pour le travail historique susceptible de donner des clefs de lecture aux combats d'aujourd'hui et ceux de demain. Génériques qui travaille pour la préservation et la sauvegarde des archives de l'immigration en France est à la disposition de ceux et

celles qui souhaitent valoriser et faire connaître les archives qu'ils détiennent. Ce texte est issu de la fusion de l'intervention de Saïd Bouziri lors du colloque organisé par le Centre d'information et de documentation sur l'immigration et le Magreb (CIDIM) à Marseille et d'un entretien accordé à Mustapha Belbah dans le cadre de l'action de constitution d'un fonds d'archives orales, projet mené en commun par l'Association des Travailleurs de Renault Ile-Seguin (ATRIS) et Génériques.

Le moment palestinien

“ L'histoire des Comités Palestine a commencé en septembre 1970, suite au massacre des Palestiniens en Jordanie. Nous avons alors créé, à la Maison du Maroc, à la Cité universitaire internationale, boulevard Jourdan à Paris, un Comité de soutien à la révolution palestinienne - qui est en réalité très différent des Comités Palestine, qui verront le jour plus tard. Le Comité de soutien à la révolution palestinienne était composé de militants d'extrême gauche,

des maoïstes (Gauche prolétarienne, Vive la révolution) ainsi que, mais à un degré moindre, des militants trotskistes, des étudiants maghrébins et moyen-orientaux, syriens, libanais et égyptiens pour l'essentiel.

Assez vite une question s'est posée : allons-nous rester à la Cité universitaire ? Cette question était posée par les ouvriers maghrébins qui nous avaient rejoints dès les premiers jours pour s'informer sur les événements de Jordanie. Elle a été relayée par la Gauche prolétarienne car elle reflétait assez bien sa position. La réponse à cette question était évidente et nous avons donc décidé de mener l'une de nos premières actions à l'extérieur de la Cité, à Gennevilliers, autour de l'usine Chausson. Les ouvriers l'ont accueillie avec enthousiasme. La police aussi était au rendez-vous ! Elle nous a chargés violemment et a procédé à plusieurs arrestations. Cela n'a évidemment pas entamé notre détermination, bien au contraire : le mouvement d'information et de soutien à la Palestine s'est amplifié et s'est étendu à toute la région parisienne, ainsi qu'autour de la région marseillaise. Par ailleurs, à Marseille et à Lyon, dès septembre 1970, des groupes d'étudiants et d'ouvriers arabes ont constitué des réseaux de soutien à la Palestine. Ces groupes avaient comme relais des organisations et des personnalités, surtout dans les milieux maoïstes et chrétiens.

C'est donc autour d'un noyau de jeunes militants arabes, déterminés et motivés qu'un véritable travail de soutien à la cause palestinienne a commencé. Ces jeunes militants ont investi les lieux de vie des " masses populaires ", comme on disait à l'époque : cafés, foyers, hôtels, marchés, etc. Ils ont également été présents aux portes des usines où travaillaient des immigrés.

En février 1971, à la Mutualité², il y a eu un grand meeting de soutien aux Palestiniens. Des travailleurs immigrés étaient venus de toute la région parisienne pour y participer. Cela a été comme une éruption car pour la première fois une majorité de travailleurs étrangers se réunissaient pour dire leur

soutien à une cause externe (" la révolution palestinienne ") et en même temps exprimer leur engagement dans des luttes pour l'amélioration des conditions de travail et de vie ici en France.

Notre mouvement s'est donc construit petit à petit. Il y a eu d'abord un contact puis une jonction entre étudiants et travailleurs immigrés autour du soutien à la question palestinienne. La présence massive des travailleurs immigrés a été un réel moment de visibilité pour les Arabes en France. Ce premier pas nous a permis ensuite de voir et de comprendre qu'il y avait d'autres actions à mener. Les actions de soutien autour de la question palestinienne nous ont ouvert les yeux sur les conditions de vie très difficiles - et dans certains cas franchement indignes - des travailleurs arabes, tant en ce qui concerne leur logement que dans le travail. Des situations d'exploitation, d'inégalité dans les usines auxquelles s'ajoutait le racisme qui sévissait dans certains quartiers et banlieues ouvrières. C'est ainsi qu'une demande commençait à être formulée pour agir contre ces situations inacceptables.

Nous agissions donc sur deux fronts. Car il n'était pas question pour nous d'abandonner le soutien à la cause palestinienne et en même temps il nous fallait aussi nous préoccuper de la condition ouvrière. Nous devons mener des combats dans les usines, sur les conditions indignes de logement et lutter contre les actes et les comportements racistes.

Nous avons appelé dès avril 1971 à la dissolution des Comités de soutien à la révolution palestinienne, pour créer un mouvement en vue d'actions plus larges, avec un volet de soutien à la Palestine. C'est ce qui a donné naissance aux Comités Palestine. D'autre part, nous avons créé des comités pour agir contre le racisme, pour des logements décents, ainsi que dans les usines en contact avec des comités de luttes d'ateliers.

Le texte que nous avons rédigé à cette époque appelait tous nos militants et partisans – dans la région

parisienne, à Marseille, Aix, Lyon, Toulouse, Lille ou Montbéliard – à constituer des comités sur les conditions de logement, de travail, et pour lutter contre le racisme. D'ailleurs la conjoncture imposait cette lutte contre le racisme. En octobre 1971, le jeune Djellali Ben Ali, âgé de 15 ans et demi, avait été assassiné par le concierge de son immeuble dans le quartier de la Goutte d'Or, dans le 18^e arrondissement de Paris. L'enquête de police n'aboutissait pas alors que l'émoi était très grand dans ce quartier populaire. Malgré son interdiction par la Préfecture de police, une manifestation a eu lieu à la Goutte d'Or à l'appel du Comité Palestine, du Secours rouge et des habitants du quartier. Cette manifestation a rassemblé entre 1500 et 2000 personnes.

Une nouvelle perspective s'est alors dessinée suite à cet événement : un Comité Djellali. Il s'agissait d'un comité antiraciste à l'initiative des travailleurs arabes avec le soutien du Secours rouge de l'époque. Mais la police s'est installée dans le quartier commençant alors une véritable occupation de la Goutte d'Or pour nous inadmissible, dans ce quartier particulièrement emblématique de nos luttes.

C'est également à ce moment qu'un certain nombre d'intellectuels ont décidé d'enquêter sur l'assassinat de Djellali Ben Ali. Ils entendaient aussi protester contre l'encerclement policier du quartier. C'est ainsi qu'a eu lieu " la rencontre " entre des intellectuels tels que Jean-Paul Sartre, Michel Foucault, Claude Mauriac et des ouvriers du quartier qui étaient très impliqués dans la lutte contre le racisme.

La grève générale de septembre 1973 s'inscrit donc dans toute une série de luttes qui l'ont précédée. Durant la période 1970-1973, il y avait d'autres mouvements sociaux en France : le mouvement antimilitariste autour de Millau, sur le Plateau du Larzac, les sans papiers qui venaient de se faire régulariser, suite à une série de grèves de la faim. Cela a constitué une véritable victoire, parce que c'était une régularisation générale qui venait couronner plusieurs mois de lutte. Les

anciens militants et grévistes de la faim ont pu être mobilisés très rapidement. Quelques ouvriers d'usine ont maintenu leur appartenance à notre mouvement et se sont organisés pour mener la bataille contre le racisme.

La grève générale de septembre 1973

La grève générale de septembre 1973 est d'abord une réaction à des crimes racistes qui ont eu lieu tout l'été. À Marseille, une série de crimes racistes a suivi le meurtre d'Emile Gerlach. Ce tramot a été tué par un déséquilibré d'origine algérienne, qui venait de sortir de l'hôpital où il avait été trépané. Entre le 25 et le 30 août, plusieurs Algériens dont le jeune Ladj Younés ont trouvé la mort, pour rien, par vengeance raciste. L'été a été assez terrible notamment à Ollioules, dans le Var où il y a eu une rixe (ou une ratonnade) qui avait fait plusieurs blessés. Ce serait d'ailleurs intéressant de revenir sur ce passé aujourd'hui. Dans tous les cas, les événements d'Ollioules ont beaucoup marqué les esprits à l'époque.

Alors, quand on a appelé à la grève générale, ça a vite embrayé. L'appel était lancé à Marseille, et dans toute la région (Fos, Hyères, Nice, etc.). Donc à l'occasion du rapatriement du corps du jeune Ladj Younés en Algérie, le samedi 1^{er} septembre, les militants du Mouvement des ouvriers arabes (Driss El Yazami, Khali Hammoud, Mimoun Hallouss et bien d'autres) ont appelé à la grève générale de protestation contre le racisme : pour dire " Assez ! "

Le mot d'ordre de grève est parti comme une traînée de poudre. Dans toutes les usines, à Fos qui était alors en plein essor, il y a eu la grève le lundi 3 septembre. Marseille aussi était en grève. Ça a été un coup de tonnerre, personne ne s'attendait à ça, l'appel lui-même était passé au second plan par rapport à l'action elle-même, c'est-à-dire le samedi personne ou presque n'était au courant, et le lundi il y avait la grève générale. C'était quelque chose d'assez

invraisemblable. À Paris, ça a été beaucoup plus organisé, parce qu'on a pris une semaine pour faire les choses.

À Paris, la grève a eu lieu le 14 septembre, c'était un vendredi. On a réuni les ouvriers des quartiers et des usines le vendredi soir précédent et ils ont appelé à une grève générale dans toute la région parisienne pour la semaine suivante. La réunion de préparation avait eu lieu dans le XI^e arrondissement, rue Saint Maur, au 154. Il y avait entre 400 et 500 ouvriers présents. On peut retrouver des articles de presse là-dessus. Le lundi, contrairement donc à ce qui s'était passé dans le Sud, la presse a annoncé la grève : *Combat* ainsi que *L'Aurore*, *Le Nouveau Figaro* titraient : " Les travailleurs immigrés feront grève vendredi " ... Il y avait donc d'une part de l'inquiétude ou du moins une certaine attention des médias et des autorités et de notre part une véritable volonté d'agir : dans tous les cas cette grève a eu un réel impact.

Sur Paris, la grève a concerné plusieurs usines. On a une liste pratiquement complète, les gens appelaient pour dire " On est en grève ! On est en grève ! ". Il y avait beaucoup de lieux, et même maintenant avec le temps il est possible de faire le compte. Les services du personnel dans les usines - c'était pas encore les ressources humaines - donnaient leurs chiffres pour contrer les nôtres. Parce que nous, on donnait pour certaines usines 50% des travailleurs arabes en grève.

C'était impressionnant... les quartiers de la Goutte d'Or et de Belleville étaient complètement fermés, les commerçants avaient aussi fermé. On avait appelé à la grève générale et les gars ne partaient pas travailler. À l'époque, il y avait beaucoup de chantiers de construction, tout ce qui est aujourd'hui les Halles, ça n'existait pas encore... la Tour Montparnasse non plus, elle était encore en construction. Je me rappelle très bien à Montparnasse, les copains m'ont dit qu'il y avait un type, un ouvrier, qui était monté tout en haut du chantier et qui disait aux

gars qui arrivaient : " C'est la grève " et l'ascenseur redescendait plein d'ouvriers et les mecs repartaient chez eux !

À la Goutte d'Or où j'habitais à l'époque, j'étais passé le soir dire aux gens : " C'est la grève ", ils m'ont dit: " D'accord " et puis le matin j'arrive à 5 heures, pour informer les gens qui n'étaient pas au courant avant qu'ils prennent le métro. Je leur disais " Il ne faut pas y aller " et ils demandaient " Pourquoi ? " alors je répondais " C'est à cause du racisme ", " Ah, bon, mais on n'est pas au courant nous ! " et ils rentraient chez eux. Certains cafés et d'autres commerces ouvraient et puis on leur disait " Mais attendez, on avait dit que... ", " Ah oui, mais nous on était pour, mais on est venu nous dire qu'il n'y a pas de grève, elle a été annulée ! " ... Ils ne disaient même pas qu'ils étaient contre... alors on leur disait " Non, non, vous voyez bien que c'est la grève ! " puis ils baissaient leur rideau. Les commerces des quartiers arabes étaient donc fermés ce jour-là.

C'est vrai que la grève a été un mouvement très suivi. Les représentants des Amicales étaient contre la grève et passaient dans les usines pour le faire savoir. Mais ils n'étaient pas très écoutés. L'Amicale des Algériens a fait un tract pour dire aux commerçants de ne pas faire grève. Les gens de l'Amicale des Marocains ont été les plus durs. Surtout autour de Gennevilliers, de Clichy où ils ont utilisé des méthodes qu'on peut qualifier de fascistes. Ils ont essayé de faire reprendre le travail mais ils n'ont pas réussi. Chez Citroën à Clichy par exemple, il y a eu une forte mobilisation en faveur de la grève dès le matin. Le service du personnel a été obligé de réagir parce que les gars disaient qu'on était à 20 ou 30% d'ouvriers en grève, mais surtout parce qu'ils disaient que 90% des grévistes étaient des Arabes. C'était d'ailleurs un " Appel aux travailleurs arabes " et il n'y a pas eu d'appel à la grève de la part des syndicats.

Nous nous battions aussi pour l'amélioration des conditions de vie, pour le logement par exemple. Il

4000 travailleurs arabes en grève à Toulouse : un mouvement qui naît

Lundi 17 septembre des milliers de travailleurs arabes ont observé à Toulouse pendant toute la journée une grève de deuil. Cela à la mémoire de leurs huit frères assassinés depuis le début de la campagne raciste déclenchée à la suite du meurtre d'un chauffeur d'autobus marseillais par un malade mental algérien.

Une journée de grève pas comme les autres

5 h du matin, cité de la Briqueterie... Les premiers ouvriers arabes, un par un, sortent pour se rendre au travail, vélo ou mobylette à la main. Premier tract, première discussion : « Pour tous les arabes ? une grève ? Alors, d'accord ! ». Petit à petit, ils se regroupent, des équipes partent sur les chantiers, qui débrayent. De toute la Cité, seuls 5 ou 6 iront au travail.

9 h, à l'usine de la Fonderie : 60 immigrés travaillent en équipe. Un groupe de militants arabes et français, devant la porte, parle à la sono. Le patron s'interpose. Discussions... Finalement un délégué est autorisé à pénétrer dans l'usine pour parler à ses camarades. Lorsqu'il arrive ceux-ci sont déjà dans les vestiaires en train de se rhabiller...

Ce sont des dizaines de scènes de ce genre dans tous les chantiers, les usines : malgré la dispersion des centaines de petits chantiers on peut estimer à plus de 60 % le nombre de travailleurs arabes en grève (4 000 sur 6 000). Les chantiers à peu près tous bloqués, les usines aussi, comme la Sodafer, la Fonderie ou sinon sérieusement perturbées. A Maloplaux tous les ouvriers, arabes et français, s'en vont. Ailleurs Portugais et Espagnols s'arrêtent, tous les cafés arabes sont fermés.

En fin d'après-midi, dans une église, une conférence de presse un peu particulière : des dizaines de travailleurs arabes qui entourent, pressent les journalistes. Chacun raconte son expérience, plusieurs ont été agressés, d'autres volés par

leur patron. Et tous parlent, parlent, à n'en plus finir, comme soudain libérés.

Conférence de presse de la CGT et de la CFDT

A 21 heures la CGT et la CFDT tenaient une conférence de presse pour annoncer une « journée départementale d'action contre la circulaire Gorse et le racisme », le 20 septembre. D'abord un long exposé sur la politique de l'immigration et puis soudain une question dans la salle : « Que pensez-vous de la grève d'aujourd'hui à Toulouse, de celles de Marseille et Paris ? »

La CFDT se fait évasive, elle n'a connaissance « que d'un débrayage de 20 ouvriers sur un chantier », elle regrette la division entre travailleurs qu'une telle grève peut susciter. La CGT, elle, a au moins le mérite de la clarté. Lisez bien ce qui suit, ces phrases ont été prononcées devant de multiples témoins, elles font frémir : « Nous avons les chiffres : à Fos il n'y a eu au plus que quelque 300 à 400 grévistes sur les milliers d'immigrés. A Toulouse quelques dizaines au plus. Toutes ces actions minoritaires sont aventuristes et calomnieuses. Elles favorisent le racisme... Nous savons déjà combien il est difficile d'organiser un mouvement avec des travailleurs nord-africains, ils viennent peu ou pas aux permanences syndicales, parce qu'ils ont peur. IL Y A CHIFFRE OFFICIEL 80 % DE TRAVAILLEURS ALGERIENS ANALPHABETES ON NE NOUS FERA PAS CROIRE QU'ILS PEUVENT SPONTANEMENT S'ORGANISER ! Ce Mouvement des travailleurs arabes surgit tout d'un coup comme cela... IL Y A DERRIERE TOUTE CETTE AGITATION UNE ODEUR DE PETROLE, des puissants groupes qui tirent les ficelles, c'est très organisé, pas spontané du tout. »

Les renseignements Généraux.

quant à eux, parlent à un journaliste de « 30 pingouins qui s'excitent »...

Et si tout cela ne vous donne pas envie de vomir...

Michel RECANATI membre du Bureau politique de l'ex-Ligue communiste INCARCERE A LA SANTE

Lundi soir, Michel Recanati, membre du bureau de l'ex-Ligue Communiste, était incarcéré à la prison de la Santé à la suite du mandat de dépôt déposé contre lui par M. Alain Bernard, juge d'instruction au tribunal de Paris.

Michel Recanati est accusé d'avoir enfreint l'article 34 du code pénal (loi anti-casseurs) à la suite des affrontements du 21 juin dernier entre les militants anti-fascistes et les forces de l'ordre qui protégeaient le meeting d'Ordre Nouveau. Il s'était présenté spontanément lundi après-midi au cabinet du juge d'instruction qui avait lancé contre lui un mandat d'arrêt le lundi 9 juillet dernier.

Michel Recanati avait déclaré avant de pénétrer dans le cabinet du magistrat : « C'est moi qui avais été chargé par le bureau politique de l'ex-Ligue Communiste de prendre les contacts unitaires avec les autres formations politiques intéressées, en vue d'obtenir l'interdiction du meeting d'Ordre Nouveau. C'est ce que j'ai fait et je me propose de préciser à M. Bernard quel a été mon rôle exact. »

GRÈVE
des
Travailleurs Arabes
le
14 septembre
RASSEMBLEMENT
A LA MOSQUEE 16h
PARIS 5^e Mého MONGE

Le Mouvement des
Travailleurs Arabes

Imp 7 rue Borromée . P.15

Affichette et tract du MTA appelant à la grève générale dans la région parisienne le 14 septembre 1973.

Appel à tous les travailleurs arabes de la région parisienne.

A ARRETER LE TRAVAIL LE VENDREDI 21/IX

Grèves et arrêts de travail seront observés par les travailleurs arabes.

Une semaine après l'attentat criminel contre le consulat d'Algérie à Marseille, qui a fait quatre morts et vingt blessés parmi nos frères,

Après les grèves générales des travailleurs arabes dans tout le sud, à Marseille, Aix, La Ciotat et Grenoble, et les manifestations de dizaines de milliers de travailleurs arabes derrière les cercueils des martyrs,

Nous exprimerons dans la région parisienne notre douleur et notre indignation au cours de la journée du vendredi 21 décembre, par la grève et en se rendant au consulat général d'Algérie à Paris.

Nous ne pouvons plus accepter de vivre dans la misère et l'exploitation la plus grande, d'être menacés de chômage et de licenciement, de crimes racistes et d'assassinats collectifs à chaque moment. Plus tôt partir que d'accepter cela.

LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS ARABES APPELLE A ARRETER LE TRAVAIL VENDREDI ET A SE RENDRE A PARIS AU CONSULAT GENERAL D'ALGERIE, 11, rue d'Argentine.
Rendez-vous à 16 heures au métro Argentine.

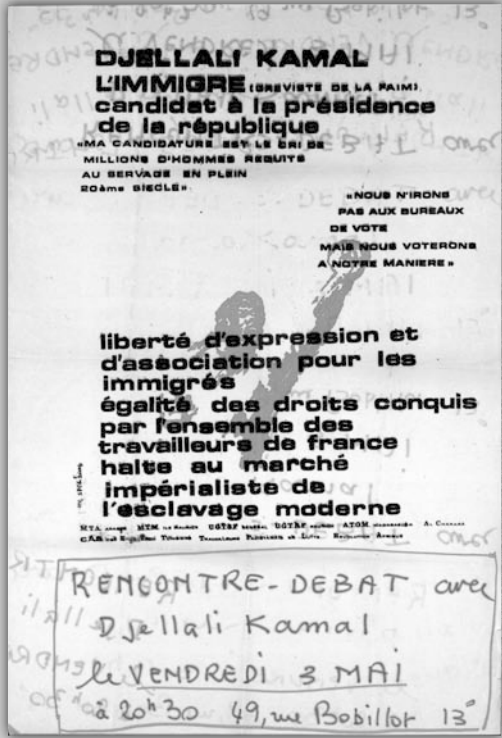
Mouvement des Travailleurs Arabes.
71 - RUE LOUIS BLANC - PARIS 10^e
METRO. LA CHAPELLE.

19-9-73 LIBE

Article de Libération sur la grève générale de septembre 1973 à Toulouse.



Fedayi, juillet 1972, avec en une la photo du jeune Djelali, tué à Barbès.



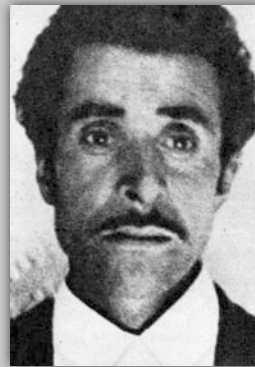
Affiche appelant à un meeting avec Djellali Kamal, "candidat" immigré aux présidentielles, 1974.



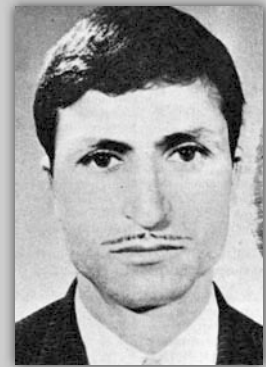
Michel Foucault, Jean-Paul Sartre et Jean Genet à la Goutte d'Or en novembre 1971, Libération, samedi 26 mai 1973.



Edition pirate du quotidien *Le Meridional*, septembre 1973.



Salah Bougrine, ouvrier algérien, meurtrier du tramot marseillais, Emile Guerlache.



Saïd Aouanallah, une des victimes des crimes racistes de l'été 1973.

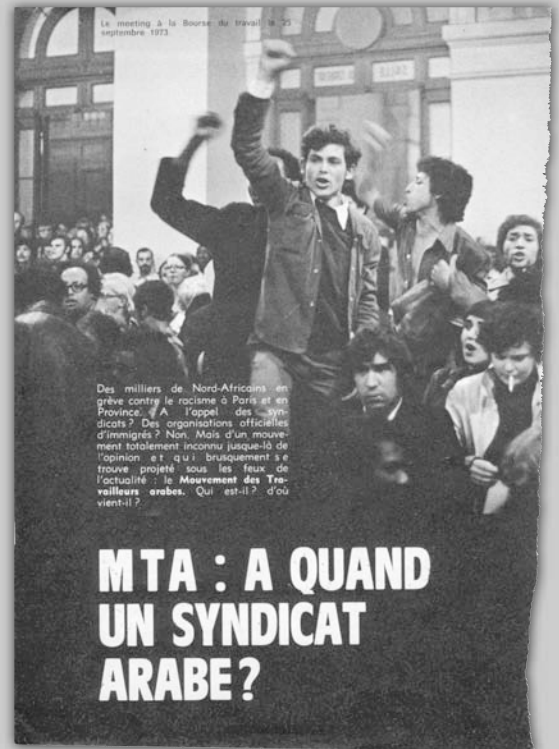


Photo prise au meeting à la Bourse du travail à Paris, le 25 septembre 1973, illustrant un article de Didier Motchane dans une revue du Parti socialiste.

Semaine de deuil et d'action أسبوع حزن وخشوع

mohamed diab,
assassiné le 29 novembre
dans le commissariat de
versailles.

**Nous appelons à la marche
anti-raciste le samedi 16 Déc.
à 16h
au métro Bonne-nouvelle**

ET AUSAÏ: MINUTE DE SILENCE DANS LES USINES, À DES
FERMETURES DE CAFÉS, À DES COLLECTES, DES
DELEGATIONS ...

LE FAMILLE DIAB LE COMITÉ DE DÉFENSE DES DROITS ET DE LA VIE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

محمد ذياب قتل
يوم 29 نوفمبر
بمركز شرطة
فرساي.

كلنا إلى مسيرة يوم
السبت 16 على الساعة الرابعة
مترين بون نوڤال.
نمبداه إلى دفنة صحت في المعامل
والعلاق المقاهي لمدة ساعة وزيارة
العائلة وإعاتها ماليا.

عائلة ذياب ولجنة الدفاع عن حقوق وصحة العمال
المهاجرين

Affiche appelant à la manifestation après la mort de Mohamed Diab dans un commissariat.

y a eu des occupations de logement dans les quartiers populaires. Une grande partie des gens qui habitaient Paris vivaient dans des taudis mais c'était la même chose dans le centre de Toulon. Ceux qui habitaient dans les foyers ont fait des grèves, très dures. Le logement est une véritable et ancienne préoccupation même si personnellement j'étais beaucoup moins là-dessus. Avec le recul, je peux dire qu'on n'avait aucune idée de nos objectifs. Je parle de moi, mais je peux aussi parler de ceux d'entre nous qui avaient une volonté plus politique. Il y a eu des organisations auxquelles j'adhérais qui avaient la volonté d'ouvrir un peu le champ social, de libérer la parole, de servir... comme on disait à l'époque " servir le peuple ". Le mot d'ordre était celui-là. C'est vrai que c'était ma démarche mais quand même je n'étais pas dupe, je voyais bien qu'il y avait d'autres gens qui eux avaient des intentions moins charitables.

Le rôle des syndicats

La grève contre les actes racistes n'était à l'époque pas une priorité pour les syndicats, même s'ils s'y sont intéressés après. Il y a eu un ou deux papiers dans la presse syndicale. Pour eux c'était presque anormal que les immigrés s'organisent tous seuls pour revendiquer quelque chose (ou faire entendre leurs revendications ?) ou se défendre. Alors que mobiliser les travailleurs arabes n'a jamais voulu dire pour nous affaiblir les syndicats ou diviser la classe ouvrière, je sais que certains nous l'ont reproché. D'ailleurs le MTA a diffusé en région parisienne un communiqué assez long à la fin de la grève, le 14 septembre 1973 à 18 heures. Ce communiqué disait en substance que nous continuerions nos luttes " dans l'unité avec les travailleurs français, dans le respect mutuel de nos différences et dans un combat commun pour nos revendications. Nous constituerons l'unité de tous les travailleurs. "

Mais petit à petit, les syndicats ont compris que l'organisation des travailleurs immigrés était aussi dans leur intérêt. C'est toujours la même chose, les

syndicats ont eu peur que l'action leur échappe et en même temps ils comprenaient que la syndicalisation des immigrés ouvrait une véritable opportunité pour eux. Cela dit des questions comme celle de savoir sur quelles bases et sur quoi cette syndicalisation s'est faite ou si la syndicalisation des immigrés a changé qualitativement et quantitativement leurs conditions comme travailleurs ou encore les revendications classiques des syndicats, etc. Ces questions restent entièrement posées.

Ce qui est certain c'est que très vite les gens se dissolvaient à l'intérieur des syndicats et menaient un certain nombre de luttes qui n'étaient pas toujours en adéquation avec les revendications syndicales classiques. Les revendications des travailleurs immigrés de Chausson par exemple étaient assez " singulières " parce qu'elles posaient le problème du racisme. Cela dit, les syndicats n'ont eu de cesse que de ramener les travailleurs immigrés vers des revendications générales. Enfin, à mon avis, il n'y a pas eu sur le long terme une prise en compte des revendications spécifiques de ces travailleurs.

Les gens ne savaient pas très bien comment se situer vis-à-vis des organisations syndicales. De notre côté, nous n'étions ni contre les syndicats, ni contre la syndicalisation des travailleurs immigrés. Pour autant que leurs actions et leurs revendications étaient prises en compte. Les syndicats ont d'ailleurs obtenu en 1974 l'éligibilité des travailleurs immigrés (à condition que les gars sachent lire et écrire), je pense pour ma part que cet acquis doit beaucoup à notre action.

C'était aussi assez compliqué pour les syndicats car lorsqu'ils prenaient sur leur liste des candidats immigrés, ils prenaient en même temps le risque de perdre une partie de leurs électeurs français. Il y a donc eu de véritables questionnements au sein de ces organisations. Le fait que nous ayons œuvré à l'intégration des travailleurs immigrés dans les syndicats était une bonne chose.

Nous étions certes en France mais on parlait de “ chape de plomb ” à l’époque : les immigrés n’avaient pas le droit à la vie associative, pas le droit de manifester. Ils étaient passibles d’expulsion. Les expulsions, j’y ai été confronté et je n’ai pas été le seul. Cela a donné lieu à une mobilisation, avec grève de la faim, etc. J’ai réussi à rester mais plein de copains ont été expulsés : Mohamed Laribi, Mohamed dit Salim Najah, le pasteur Berthier Perregaux, Maurice Courbage, Larbi Boujnana et des dizaines d’autres... On peut retrouver les listes des copains qui ont été expulsés pour des activités comme les miennes : parce qu’ils étaient militants. Selim Najah était ouvrier. Il est revenu après 1981 et vit à Paris maintenant. Il est resté interdit de territoire de 1973 jusqu’en 1981. Mais il n’est pas le seul, la même chose pour M. Courbage qui est aujourd’hui professeur à l’université de Paris VII. À l’époque, il avait été expulsé aussi pour les mêmes raisons. Un peu plus tôt, durant la période 1971-1972, il y a eu Hamza Bouziri, mon frère, expulsé pour avoir distribué des tracts devant les portes de l’usine Citroën à Nanterre. Il est revenu clandestinement en France, après s’être réfugié en Belgique.

Notre mouvement a donc eu des coups durs, en plus des licenciements dans des usines, comme à Renault, il y a eu les expulsions du territoire. Mais le pire a eu lieu devant la porte de l’Île Seguin, à Renault Billancourt : l’assassinat, par un vigile, de Pierre Overney, le 21 février 1972. Pierre Overney était militant du mouvement ouvrier maoïste et distribuait le jour de sa mort des tracts qui appelaient à une manifestation antiraciste le soir même. Il était également là dans le cadre d’une action de soutien à des ouvriers de Renault en grève de la faim pour protester contre leur licenciement.

À ma connaissance, il n’y a jamais eu de véritable réflexion sur cet événement. La mort de Pierre Overney ainsi que son enterrement symbolisaient son engagement et aussi le nôtre : lutter contre le racisme et œuvrer en faveur de l’organisation des ouvriers. Pierre Overney est mort devant la porte de

l’usine, il a été veillé par des travailleurs arabes et son cortège funèbre a traversé les quartiers populaires du 18^e et du 20^e arrondissement à Paris. Son assassinat a été quelque part un tournant. Car il faut se souvenir de la réaction populaire, il faut dire que jamais la gauche ouvrière et révolutionnaire, jamais les militants de l’immigration que nous étions n’avaient vu une manifestation aussi importante que celle qui a suivi l’assassinat de Pierre Overney.

Autonomie et organisation

L’explication de tout cela s’est faite dans un amalgame qui n’était pas innocent. Je crois qu’on a eu raison de ne pas polémiquer à propos de la vérité historique. Pour nous la clarification se faisait par l’action. Quelques-uns d’entre nous s’engageaient sur tout un tas de causes et trouvaient une logique à leur engagement. Le fait de se battre aujourd’hui contre le racisme ici, d’expliquer le jour suivant la question palestinienne et après-demain de réagir sur la question des sans papiers, etc. rendait peut-être nos actions illisibles.

Je pense qu’on peut faire un constat et peut-être même une critique sur le caractère sporadique de nos actions. Il est certain qu’il y avait de la déperdition dans nos mobilisations. Vu de l’extérieur et avec du recul ce constat peut paraître assez banal, mais pour nous à l’époque il n’était pas utile. Nos actions procédaient, sans doute, d’une gymnastique énorme, mais on mobilisait à chaque fois. Même si on ne mobilisait pas les mêmes. Mais ceux qui étaient là prenaient conscience de leurs problèmes. Je pense, avec le recul, et je reste convaincu, que ça ne pouvait passer que par certaines écoles de cadres, quelques moments un peu plus organisés. Il aurait fallu plus d’intellectuels qui aient eu envie de tenter l’aventure... car nos propres intellectuels n’étaient pas toujours dans l’action. D’un autre côté il est très difficile de prendre du recul et d’être en même temps dans l’action.

Parallèlement à la question de l'organisation, "l'autonomie" était bien évidemment au cœur de nos débats à l'époque. L'autonomie de nos luttes était une question fondamentale : il n'y a pas de lutte – comme action positive – sans une véritable connaissance de soi. Quant à la reconnaissance, elle ne pouvait venir qu'à travers une revendication autonome des organisations existantes et indépendamment des organisations liées aux états d'origine. Ce qui ne nous empêchait pas d'établir des liens privilégiés avec ceux qui pouvaient comprendre nos préoccupations et même de mener des activités conjointes, dans l'intérêt commun. C'est là l'un des apports les plus remarquables du MTA.

Le rapport à l'organisation s'est posé de façon concrète pour la question palestinienne. Il y avait en effet parmi nous un certain nombre de Palestiniens ou des proches des Palestiniens, des amis comme Farouk Mardam Bey, Hicham Mustapha, Adil Rifaat, Faïz Malas ou Anis Balafrej et d'autres. Il y avait également l'ancien représentant de l'OLP en France Ezzedine Kalak, assassiné en 1978 à Paris. C'était un vieux copain, très présent pour aider à comprendre la situation là-bas. On avait des liens d'amitié et presque d'organisation avec tous ces militants, qui considéraient que c'était important de faire un travail envers les ouvriers arabes, mais qui nous poussaient à avoir des liens organisationnels sinon organiques avec d'autres.

Personnellement, je suis assez libertaire y compris au sein d'une organisation. J'étais allergique à l'idée de hiérarchie dans les actions que nous menions tous les jours. Alors que d'autres, très présents parmi nous, étaient assez fortement imprégnés de l'esprit d'organisation : quelqu'un comme Hicham, très proche de nous (le MTA - Comité Palestine), était très préoccupé par la question palestinienne, mais qui en même temps s'intéressait de très près à la condition ouvrière.

Certains considéraient que nous ne pouvions être qu'un détachement pour les Palestiniens en

France. Ce qui était inacceptable pour nous. Il y a eu toute une période de débats très durs entre nous, au sein du MTA, en particulier avec ceux qui disaient qu'il fallait qu'on obéisse à un certain nombre de règles. Quelles règles ? On n'en avait d'ailleurs même pas ! Enfin, c'est assez compliqué, c'est un débat un peu byzantin qui pour nous n'avait pas lieu d'être, mais qui était très important pour les tenants de "l'organisation d'abord". Ce débat a duré jusqu'à ce qu'on n'ait plus envie de discuter. Enfin, les rapports avec nos amis palestiniens étaient assez complexes. Nous avons refusé jusqu'au bout l'idée d'être un détachement de Palestiniens en France.

De toute manière nos actions étaient autofinancées et on a dû éponger des dettes sur nos salaires. Je connais des copains ouvriers qui ont payé très tard de vieilles factures d'imprimerie, et j'ai payé ma part. Les affiches étaient financées de nos poches, mais pour le journal *Fedaï*, certaines factures avaient été réglées par Mahmoud Hamchari, premier responsable du Fatah en France, assassiné à Paris d'ailleurs en 1973. Il y avait, au sein des comités de soutien, des gens qui donnaient leur sang et d'autres de l'argent. C'est vrai que nous, quand on collectait du fric, on ne pensait pas le dépenser dans la propagande, on n'y pensait pas !

A partir de 1971, on a beaucoup autonomisé notre action, et on payait tout nous-mêmes. Que ce soit sur la question palestinienne ou sur la question ouvrière. Nous avons développé des relations avec des prêtres, qui ont joué un rôle important par rapport à l'autonomie de notre action. Ce rôle a été déterminant il faudrait qu'on y revienne. Nous étions comme chez nous à l'église de la rue Saint-Maur dans le 11^e, chez le père Roger Menteur ou chez le père Pierre Loubier à Ménilmontant dans le 20^e ou encore chez le père Louis Gallimardet à l'église Saint-Bernard dans le 18^e, notamment dans une salle qu'on appelle encore aujourd'hui la Salle Saint-Bruno.

On occupait cette salle gratuitement et on y en avait même ouvert un théâtre d'ailleurs. On sortait

dans la rue avec les copains, tous les ouvriers du quartier venaient voir ceux qui jouaient, et ramenaient des gens de partout. Nous appelions cela à l'époque faire de " l'agitprop "³. Après la grève générale, on voulait faire passer des messages, expliquer... ça a duré quand même trois ou quatre ans de 1973 à 1978, 1979. Ce fut un moment important pour ceux qui faisaient ça, je n'étais pas dans la troupe de théâtre mais je l'ai beaucoup soutenue. C'était intéressant et ça avait de l'impact sur les gens mais c'est vrai que c'était une autre facette de cette histoire. On trouvait nos soutiens plutôt dans l'église et en province chez certains syndicats, et chez des individus, des responsables syndicaux locaux qui avaient des convictions assez fortes et qui en même temps étaient capables de comprendre plus vite que dans un organisme centralisé.

Durant la grève générale, le " local national " du MTA était dans le 10^e arrondissement de Paris, juste en face de la Goutte d'Or, rue Louis Blanc. Le MTA n'était pas une association, il n'avait pas de statuts... on n'avait pas à proprement parler un local, mais on était hébergé, on devait payer les loyers et on avait du mal. C'était un local national où on recevait toutes les informations, et puis ça nous arrivait bien sûr d'aller un peu partout comme lors de la grève générale par exemple, je ne me suis pas contenté de rester dans mon quartier, je suis allé justement à Renault, là j'ai repris contact avec un certain nombre de personnes, que je ne voyais pas souvent. Les réseaux ont été réactivés, ça a pris un peu de temps... Depuis, j'ai perdu le contact avec une grande partie des gens, qu'ils soient encore à Renault ou ailleurs, j'ai gardé quelques amis qui n'y sont plus et puis très peu parmi ceux qui y sont encore.

Trente ans après

Aujourd'hui, trente ans après, certaines choses ont changé et d'autres non. À la Goutte d'Or par exemple où je vais faire mon marché, – je parle toujours de mon quartier, parce que je le connais bien – il m'arrive, une fois ou deux par an, de diffuser un

tract. C'est impressionnant les gens, quand je leur donne un tract, il y en a beaucoup qui ne le prennent pas, et puis quand je leur dis : " C'est pour la Palestine " ou " C'est sur la question de la Couverture Maladie universelle (CMU) " ça m'arrive de le faire... tout de suite, ils reviennent, discutent et repartent.

Quant à mes convictions trente ans après ? Je continue à militer pour les droits des gens d'une part et pour la question de l'histoire à Génériques. Je pense que je puise mes forces dans cette conviction qu'il y a quand même des gens, non pas qui attendent qu'on fasse quelque chose, mais qui sont capables de comprendre ce qui se passe, même si on n'est pas tous au même niveau, et qui sont surtout prêts à agir. Je pense que cette conviction-là, moi je l'ai vécue, ce n'est pas une vue de l'esprit. Ce n'est pas quelque chose que j'ai appris dans les livres, c'est un moteur de ma vie. Pour le reste, je ne peux pas dire qu'on a construit une organisation, et d'ailleurs, c'est une des questions que je me suis toujours posée : est-ce qu'il fallait faire une organisation ? La seule organisation structurée dans ce pays, de type communautaire, c'était le Front de libération national (FLN), mais l'organisation du FLN était loin d'être démocratique. Mon objectif n'a jamais été de structurer une organisation pour l'organisation. La succession d'actions pouvait paraître illogique, mais elle avait une certaine logique. Nos objectifs et nos modes d'action devaient rester démocratiques. Ce choix-là était conscient mais non-dit, parce qu'on sentait qu'une organisation pour une organisation pouvait déraiper et basculer vers une aventure autoritaire...

D'autre part, le " cœur de cible " de nos actions, les ouvriers, devaient avoir une idée assez floue de nous, en même temps, ils devaient penser que c'était bien ce qu'on racontait. Il fallait beaucoup de volonté pour adhérer à de grands mouvements. Donc, à partir du moment où les gens se retrouvaient dans une situation particulière de revendication ou d'action, les crimes racistes par exemple, tout le

monde pouvait comprendre. En même temps, tout le monde ne se mobilise pas, sauf les familles des victimes, les proches, le voisinage, les gens qui sont convaincus que c'est un crime raciste.

C'est difficile de faire bouger toute une population qui est à la marge. C'est très compliqué, les gens sont à la recherche de reconnaissance et d'une vie normale dans ce pays. Ils n'ont pas envie d'être distingués des autres, isolés ou stigmatisés. Qu'on le veuille ou non. Donc quand on dit à un type " Ton cousin ou ton frère n'a pas de papiers ", ça ne crée pas un véritable mouvement. En même temps le peu de personnes que cela mobilise finit malgré tout par faire du monde. Je pense qu'on a été la mouche du coche plus qu'autre chose. Nous étions en marge et en même temps au cœur des événements. Pointer les choses essentielles c'est être au cœur des choses !

En fait les immigrés, nos copains, nos amis, ceux à qui on parlait, évidemment il y avait aussi des Français, mais les gens conscients de la condition ouvrière immigrée ou de la condition ouvrière en général n'étaient pas très nombreux. Chez les intellectuels, il n'y avait pas un fort mouvement d'adhésion, tout au plus une certaine sensibilité. Ceux parmi les immigrés qui étaient organisés l'étaient sur des bases nationales, *Ilal Amam*⁴ ou *23 Mars* pour les Marocains, *Perspectives* et plus tard *El-Amel Attounsi* (le Travailleur tunisien) pour les Tunisiens, par exemple. Mais dans notre groupe, il y avait surtout des Algériens, la notion de travailleurs arabes transcendait ces clivages. De plus nous soutenions la cause des Palestiniens, une cause arabe. Nous étions aussi dans la période nassérienne, mais dans une contestation du nassérisme ainsi que du nationalisme arabe en général. C'était mon cas et celui d'une grande partie de mes compagnons. On était dans une perspective fortement anti-autoritaire mais qui était assez unitaire pour les Arabes. Tout le jeu dans cette bataille consistait à clarifier idéologiquement notre position. La question pour notre groupe était de rester dans une aire ara-

be. Cette position était assez claire. Il n'y a pas eu de débat là-dessus, même s'il y a eu chez les Algériens la tentative de dire : " S'il y a crime raciste c'est quand même contre les Algériens et non pas contre le reste des Arabes." Ce qui est vrai dans un sens !

Le discours panarabe opérait chez les travailleurs immigrés, de même qu'une certaine identification ou solidarité. À la mort du président Nasser par exemple, il y a eu des arrêts de travail dans les usines Renault, je me rappelle bien et cela m'avait d'ailleurs surpris. On s'est construit un peu contre cette réalité et aussi avec. D'une certaine manière, on a capté la volonté des gens de se construire en tant qu'Arabes, de se considérer en tant que tels, mais on a voulu aider à un autre type de positionnement. Je ne suis pas sûr qu'on ait réussi ! D'où la volonté de ne pas accepter de s'organiser à n'importe quel prix. Je pense que ce que je disais sur la volonté de ne pas " organiser pour organiser " vient beaucoup de cette situation. Il y a quand même une constance sur la question de l'immigration, mais en même temps, on peut se demander pourquoi elle ne s'est pas structurée de façon durable.

Nous sommes partis d'une idée agitatrice qui est la question de la Palestine. Mettant à part la question idéologique, je parle de la question d'agitation : " Tu viens, tu agites un peu les gens, mais tu te rends compte là qu'il y a d'autres questions qui se posent ". Le problème, en tant qu'individu et militant, c'était d'accompagner, à partir de cette préoccupation que nous sentions bien réelle, ce groupe sans perdre évidemment son repère de départ. L'idée étant d'aider à ce que les gens comprennent, qu'ils fassent un travail sur eux-mêmes. Ce travail consiste à réfléchir et à aller jusqu'au bout de ce sur quoi ils sont insatisfaits. Si d'autres questions émergent dans l'usine, par rapport au logement ou ailleurs, on les accompagnait dans leurs luttes. La vie du militant n'est pas saucissonnée entre une campagne un jour sur la Palestine, une campagne un autre jour sur le logement et un troisième jour sur autre chose. C'est une continuité

avec une même préoccupation : faire avec les gens ce qu'ils ont envie de faire.

Nos actions sur des causes plus fortes comme le racisme ou sur les droits des gens ou encore sur la Palestine, étaient plus visibles à l'extérieur, même si la communication n'était pas notre fort, mais on passait la rampe pour les journaux de l'époque. On a quand même beaucoup contribué à faire passer les immigrés de la rubrique des " Faits divers ", des chiens écrasés et du violeur arabe, à la rubrique " Société ". La communication n'était pas notre principale préoccupation, mais il y a eu quand même, qualitativement et quantitativement, un travail sur l'image. Je pense qu'on a participé de cette évolution dans une situation pour le moins explosive. On a su capter, exister et faire les choses sans rien céder et tout en accompagnant certaines dynamiques... En même temps on a réussi à promouvoir une autonomie individuelle en dehors de toute conception organisationnelle. Il n'y avait pas d'organisation ni centralisée, ni décentralisée ! On a pu jouer dans un premier temps avec quelques bouts de réseaux ; dans un deuxième temps, on a même pensé à la création d'un parti.

Quand on a lancé le journal *Sans Frontière* en 1979, je me rappelle d'une soirée où on discutait entre copains, puis il y a un qui a dit : " Et maintenant le choix est le suivant : on fait un parti ou on fait un journal ? ". Je me rappelle, ça m'avait frappé parce que j'ai répondu : " Il n'y a pas de choix là-dedans, le choix c'est continuer à informer, à exister avec les gens mais pas question d'organiser pour organiser ". La question d'une organisation comme objectif était exclue pour moi. On sentait que l'espace était tellement ouvert qu'on pouvait aboutir à n'importe quoi. Ça peut paraître paradoxal mais je pense que plus on s'organise, plus on va vers l'inconnu en quelque sorte parce qu'on organise des choses contradictoires. On avait beaucoup d'amitié les uns et les autres, mais en même temps, je pense qu'on a beaucoup fonctionné sur le mode de " l'évitement " : éviter de s'organiser pour éviter des confron-

tations aussi stériles qu'inutiles. C'est peut-être de là aussi que vient une partie des difficultés qu'on a rencontrées. Sur le long terme, nous étions dans l'évitement. Sur le court terme, on a eu des moments durs et des périodes de complicité et de très forte fraternité. Mais c'est toujours l'action qui prime. Cela dit, il peut y avoir du ressentiment, parce que l'action n'a pas complètement abouti.

Conclusion

En fait, c'est une des premières fois que je réfléchis à cette question, de cette manière et je suis frappé par l'absence de violence, même dans les mots, entre les gens, il y en avait pour ainsi dire pas. Il y a eu quelques difficultés, quand on a arrêté *Sans Frontière*, c'était sur un désaccord, pas sur les moyens, mais sur la conduite. C'est vrai que l'action détermine, mais dans le positif comme dans le négatif. L'arrêt de *Sans Frontière* nous a surpris, mais il n'y avait pas de compte à rendre, il n'y avait pas en fin de parcours une organisation centralisée qui disait : " là-dessus c'est ci et c'est ça ". Je peux donc disparaître et rester encore en vie... alors que dans l'organisation si tu disparaissais tu es fini !

Sur le plan personnel, on finit toujours par se poser quelques questions sur sa vie. On rencontre des gens qui ne remettent pas en cause ce que tu fais, mais qui sont passés à autre chose. Ça ne remet pas fondamentalement en cause les choix, ça ne change pas le comportement. Il faut dire les choses comme elles sont : les moyens dont disposaient les uns et les autres, n'étaient pas énormes. Il y a même des gens qui sont retournés à la condition ouvrière et qui triment aujourd'hui. Un des copains, le plus grand tribun chez nous, Mokhtar, qui s'appelle en réalité Mohamed Bachiri, déplaçait les foules ; et bien, il était ouvrier tôlier et il l'est toujours. Il a plus de la cinquantaine aujourd'hui et il est intérimaire. Il a aussi fait partie des militants de l'action culturelle, quand des ouvriers se sont mis à faire des pièces de théâtre à partir de leur vécu. Cette période de communication par la culture a duré deux ou

trois ans. Mohamed Bachiri était très présent dans ce mouvement puis un jour il a décidé de retourner à l'usine. Il y en a des dizaines comme lui. Je crois que pour l'essentiel, les gens se sont plutôt occupés de leur famille... Certains, comme moi, sont investis dans le mouvement associatif, et essayent de réussir pour leurs gosses, beaucoup investissent dans leurs enfants, c'est une promotion, une promotion très soft, une démarche individuelle. Il n'y a pas eu d'organisation qui nous aurait permis de passer la rampe, il n'y a pas eu d'action qui permettait d'aboutir sur des réussites individuelles. Certains ont été expulsés, les ouvriers sont revenus à l'usine quand ils ont eu des gosses. Pour ce qui est des intellectuels, on ne peut pas dire qu'ils ont plus réussi que d'autres, certains vivent correctement, ils sont ingénieurs, profs, une vie ordinaire, sans plus.

À ma connaissance peu de ceux qui ont fait partie de ce mouvement ont réfléchi ou écrit sur cette période. C'est toujours un épisode en friche et il y a un véritable travail à faire. Il y a dix ans, on avait fait une rencontre avec des anciens, sur le mode " anniversaire ", avec plus d'une cinquantaine de personnes. Il y aurait un beau travail de mémoire à faire en plus du travail d'écoute. J'en parle en toute liberté... Il y a plusieurs pistes, retrouver les gens, n'est pas facile, mais possible. Les uns et les autres ne diront peut-être pas les mêmes choses, seront marqués par des choses différentes... il y aurait aussi à voir comment les événements se sont articulés.

Je pense qu'il y a encore matière à de nouvelles enquêtes sur cette période, ne fût-ce que sur les moments précis, sur les crimes racistes par exemple ; qu'est-ce qui s'est passé ? Comment ça s'est passé ? Comment la presse en a-t-elle parlé ? Il faut travailler sur les itinéraires et la trajectoire du mouvement et des personnes. Il s'agit à la fois d'un mouvement inachevé, mais aussi d'une situation où on a malgré tout un certain recul. La grève générale est un moment emblématique par lequel il faudrait commencer. Elle éclaire autrement la présence immigrée, en tout cas la présence maghrébine ou ara-

be en France. Parce que les Arabes en France restent surtout les Maghrébins. Et elle éclaire surtout le combat pour l'égalité qui reste aujourd'hui encore au cœur de toutes nos actions ”.

Saïd BOUZIRI,
avec le concours de **Mustapha BELBAH**

1- Michelle Fournel-Zancarini avait entrepris à la fin des années 1980 une collecte des archives du mouvement de mai 68. Une recension du fond Bouziri a ainsi été publiée dans un livre de référence intitulé *Les Années 68 : Le temps de la contestation*, Éditions Complexe, Bruxelles, 2000. Les microfiches sont disponibles à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) et les originaux sont à Génériques.

2- Salle de la Mutualité, grand lieu de meeting et de réunion dans le 5^e arrondissement à Paris (NDLR).

3- Du russe agitprop, forme abrégée de "agitatsii i propaganda", du nom du département d'agitation et de propagande, créé par le Parti communiste d'Union soviétique au début des années vingt, et transposé tel quel dans la langue française. (NDLR).

4- Organisations d'extrême gauche.